

Chroniques éditoriales 6

La réalité autrement

Epoque Chirac - 1996

Didier Reuter

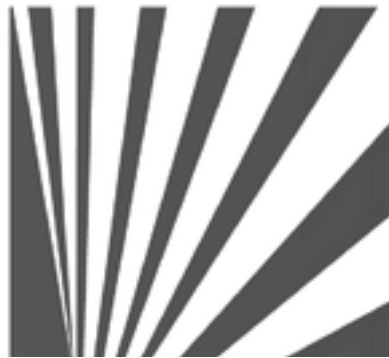
La réalité autrement

Chroniques éditoriales
de Mitterrand à Sarkozy
1991 - 2012

Auteur : Didier Reuter - ISBN 9791023711448

Free

BOOKINER 



Auteur : Didier Reuter

www.bookiner.com

Usage libre de droit (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

Préface

Alors que beaucoup d'événements se sont déroulés en France, il existe une troublante similitude entre le début des années 1990 et celles des années 2010. Il est effarant de constater comment la réalité d'aujourd'hui est presque identique à celle d'hier sur de nombreux sujets sociétaux. Il semble même que les problématiques se répètent en boucle malgré toute l'agitation politique et médiatique de ces deux dernières décennies.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire les chroniques éditoriales bimestrielles de D. Reuter réalisées en tant que journaliste et éditorialiste au sein du Journal des Professionnels (JdP) entre 1991 et 2012. Chaque texte détient un sujet ou un message court, synthétisé et ciblé de nature économique, sociale ou sociétale, pouvant servir de mémoire historique ou, du moins, de référence en terme d'observation et de perception citoyenne. Par leur clairvoyance et leur vision globale un grand nombre d'éditos apparaissent comme précurseurs des changements intervenus les années suivantes et sont, aujourd'hui encore, d'une actualité surprenante.

En associant des prises de positions claires et affirmées à des faits datés, listés et/ou expliqués (chroniques), l'intérêt de cet ouvrage est de former une véritable littérature sociétale décryptant la réalité autrement. C'est la raison pour laquelle ces chroniques éditoriales ont beaucoup de force, de saveur et de pertinence, en essayant d'expliquer le «verso» perçu, observé et compris par le citoyen de base, face au «recto» politique et médiatique de certains événements ayant parcouru et secoué la société française pendant 20 ans.

Chacun de ces petits textes introduit une réflexion forte permettant de mieux comprendre que, derrière l'apparence des faits et celle d'une réalité dite démocratique, tout un monde non visible s'agite pour en contrôler constamment les limites. Bien que «*Penser c'est dire non*» selon l'écrivain Alain, il est clair que pour gagner des avancées en matière sociétale, il faut se battre pas à pas, dire clairement les choses et résister absolument !

Conditions d'usage libre de droits

Tout contenu gratuit ou payant peut être utilisé avec l'obligation d'indiquer la mention «Bookiner.com». L'acquéreur sur le site bénéficie d'un usage libre de droits à titre **PERSONNEL** (individuel, familial et privatif) dans un cadre exclusivement non marchand, non concurrentiel et non grand public. Il est autorisé à installer ce fichier sur tout équipement informatique et télécoms dont il est propriétaire ainsi que pratiquer éventuellement une duplication, un téléchargement, ou un envoi sous forme de fichier, à un maximum de 5 postes/utilisateurs internes. Ce droit ne s'applique pas à l'utilisateur qui reçoit gratuitement un contenu payant, lequel ne peut aucunement le diffuser autour de lui sans risquer de tomber sous le coup de la loi portant sur le copyright et/ou s'exposer aux conditions restrictives du droit d'auteur et de la protection intellectuelle.

20. DE LA CONFIANCE À... L'ESPÉRANCE

Sujet : Face à la perte de confiance, l'espérance

Les Français ont perdu confiance dans l'autorité de leurs élites et la fiabilité de leurs dirigeants. Ils refusent au plus profond d'eux-mêmes la dictature du fait accompli. Les Français ont perdu confiance dans la flamme des discours et des promesses qui n'éclaire plus que le chemin des ambitions personnelles. Les Français ont perdu confiance dans la trajectoire et la conduite des affaires du pays. D'affaires judiciaires en conflits sociaux et catégoriels, de mesurette en réformettes, les perspectives d'avenir sont conformes à ceux qui nous gouvernent, c'est à dire superficielles, tristes et non motivantes. Les Français n'ont plus confiance, car on ne sait plus leur parler droit dans les yeux et l'émotion plantée dans le coeur. Le **décalage** entre la conscience du peuple et la raison des gouvernants ne fait que s'agrandir au rythme d'échanges et de communication de plus en plus techniciens, sans art véritable ni âme.

Si les Français n'ont plus confiance aujourd'hui, c'est qu'on leur a volé maintes fois leurs idéaux. Pourtant, au fond d'eux-mêmes, les Français disposent d'une énergie fantastique qui d'un mal de confiance peut se convertir rapidement en espérance. Une espérance en forme de motivation et d'espoir laissant croire que **tout est encore possible** et que justice puisse s'accomplir. Une espérance qui rend encore plus fort de l'intérieur et solidaire dans l'effort. Une espérance qui accumule l'envie et le désir de changement quand viendra le moment d'oser de vraies ruptures et réformes structurelles de société, courageuses, profondes et difficiles.

Que 1996, soit donc une année d'espérance pour tous. Qu'elle nous rallie sur des valeurs simples et riches de bonnes conduites à l'instar de ce texte publié en 1927 par un juriste et poète nommé Max Ehrmann (1872-1945) qui reste d'une vigoureuse actualité !

1996 - D. Reuter

TACHEZ D'ÊTRE HEUREUX (Desiderata)

- . Allez tranquillement parmi le vacarme et la hâte, et souvenez-vous de la paix qui peut exister dans le silence.
- . Sans aliénation, vivez autant que possible en bons termes avec toutes personnes. Dites doucement et clairement la vérité ; et écoutez les autres, même le simple d'esprit et l'ignorant ; ils ont eux aussi leur histoire. Évitez les individus bruyants et agressifs, ils sont une vexation pour l'esprit.
- . Ne vous comparez avec personne : vous risqueriez de devenir vain ou vaniteux. Il y a toujours plus grands et plus petits que vous.
- . Jouissez de vos projets aussi bien que de vos compliments. Soyez toujours intéressé à votre carrière, si modeste soit-elle ; c'est une véritable possession dans les prospérités changeantes du temps.
- . Soyez prudent dans vos affaires car le monde est plein de fourberies. Mais ne soyez pas aveugle en ce qui concerne la vertu qui existe ; plusieurs individus recherchent les grands idéaux et partout la vie est remplie d'héroïsme.
- . Soyez vous-même. Surtout n'affectez pas l'amitié. Non plus ne soyez cynique en amour, car il est en face de toute stérilité et de tout désenchantement aussi éternel que l'herbe.
- . Prenez avec bonté le conseil des années, en renonçant avec grâce à votre jeunesse. Fortifiez une puissance d'esprit pour vous protéger en cas de malheur soudain. Mais ne vous chagrinez pas avec vos chimères. De nombreuses peurs naissent de la fatigue et de la solitude.
- . Au-delà d'une discipline saine, soyez doux avec vous-même. Vous êtes un enfant de l'univers, pas moins que les arbres et les étoiles ; vous avez le droit d'être ici. Et qu'il vous soit clair ou non, l'univers se déroule sans doute comme il le devrait.
- . Soyez en paix avec Dieu, quelle que soit votre conception de lui, et quelles que soient vos peines et vos rêves, gardez dans le désarroi bruyant de la vie, la paix dans votre âme.
- . Avec toutes ses perfidies, ses besognes fastidieuses et ses rêves brisés, le monde est pourtant beau. Soyez positif et attentif aux autres.

Tâchez d'être heureux.

21. LE « PETIT FAIRE » ET LE « GRAND DIRE »

Sujet : le problème récurrent de la fiscalité

«La réforme fiscale sera l'un des principaux enjeux du prochain mandat présidentiel», «trop d'impôt tue l'impôt» ou «Il faut réduire les prélèvements obligatoires» sont quelques unes des affirmations du candidat Jacques Chirac tenues lors des présidentielles de 95. Alors que la France souffre déjà d'une surcharge pondérale fiscale inquiétante avec un taux de prélèvement moyen de l'ordre de 44,2%, soit près de 50% de plus qu'aux Etats-Unis (29,7%) ou au Japon (29,1%), le gouvernement charge encore le baudet depuis plusieurs mois tout en proposant les bases d'une réforme de la fiscalité dans les 5 années à venir.

Sous prétexte de réduire les divers déficits créés essentiellement par la gestion de l'Etat, nous assistons actuellement à une **surtaxation** incroyable du citoyen et de l'entreprise avec, sur la forme, une grande manoeuvre d'action psychologique portant sur le déplacement du problème de la fiscalité, d'un coin «fiscal» à un autre. Bravo pour le gouvernement, les technocrates du budget et autres élus du Parlement et du Sénat qui suivent sans broncher, proposent et cautionnent sans cesse des mesures à la hausse et à **contre sens** de la volonté du citoyen.

Bravo pour tous ces individus qui n'ont jamais à l'idée qu'il est concrètement possible de prendre d'autres directions d'assainissement et d'allègement, notamment par la déflation des dépenses de structure de l'Etat comme par la baisse des taxations directes et indirectes. En un mot, privilégier le citoyen et l'entreprise à la place de l'Etat en imposant à ce dernier un régime d'amaigrissement drastique, l'obligeant à redescendre à 2/3 de son poids fiscal actuel.

Le vrai changement de la fiscalité suppose de redescendre carrément de 10 à 15 points le taux de prélèvement fiscal moyen, c'est à dire passer des 44,2% actuels à 35% ou 30%. A l'instar des plus grands pays du monde (hors pays européens) les plus réactifs à la crise économique, il est nécessaire d'alléger considérablement la charge des entreprises et permettre simultanément la redynamisation des opérateurs du terrain en leur apportant un **véritable souffle**, capable de favoriser une relance de la consommation digne de ce nom.

En France, c'est quasiment le contraire : on charge, on impose, on taxe, on pompe partout là où il y a de la richesse vive en privilégiant d'abord la défense des intérêts de l'Etat, de ses administrations, de ses excroissances organiques, ainsi que de l'ensemble des collectivités territoriales, en leur assurant des budgets inflationnistes de fonctionnement. **L'obésité chronique** de l'Etat français et sa lourdeur adipeuse expliquent en grande partie sa très faible capacité à affronter avec vélocité et tonicité la crise, comme à promouvoir des actions de fond et entraîner une dynamique citoyenne.

Afin de masquer cette incapacité de fait, on irradie alors le jugement de l'opinion publique par la présentation d'une myriade de «petits faire» et de «grands dire», dans un brouillard d'actions continues de faible envergure. Il en est également du discours et de la verve communicative de nos gouvernants et consorts chez lesquels tout procède d'une méthode psychologique de suggestion collective basée essentiellement sur «le petit faire et le grand dire». Cette méthode (dont le nom de baptême reste encore à définir) est assortie d'une incroyable autosatisfaction à réaliser petit et à en être particulièrement fier.

Tout cela s'apparente sur la forme à la **méthode Coué** qui, elle-même, s'articule sur l'autosuggestion individuelle à mieux influencer sa propre volonté par un conditionnement de type: «Je vais de jour en jour et à tous les points de vue, de mieux en mieux». Ce type de persuasion collective est vicieuse car elle professe plus les vertus de la virtualité de l'action menée que celles de la réalité d'une faisabilité et d'une opportunité possible dans un autre réel, plus fort et plus engagé. La pratique à 10 ou à 20% ne peut revendiquer les mêmes résultats ni les mêmes satisfecit que la pratique à 100%. Pourtant, on a l'impression que faire petit à 20% satisfait et contente tout le monde, bien qu'il manque encore 80% de l'effort pour atteindre un véritable changement. Cette pratique du 20% (et souvent moins) est devenue monnaie courante dans notre société, laquelle arrive à se satisfaire du petit à la place du rien, au lieu d'avoir l'ambition d'exiger du meilleur, de l'utile, du plus efficient !

«Il y a ceux qui pensent rassurer en ne modifiant qu'un minimum de choses. Il y a ceux qui croient en la force de la volonté politique». Cette citation est extraite du livret la "France pour Tous" du candidat Chirac lors de la présidentielle de 1995. Si la volonté politique «est l'art de rendre possible ce qui est nécessaire», alors nous avons une fois de plus l'illustration des limites de la politique entre d'une part, les vœux pieux et les promesses sincères et, d'autre part, la réalité conservatrice du terrain et la nécessité de faire avec les limites intellectuelles et de courage de nombreux acteurs en place.

Le grand rebond, le grand projet d'avenir dominant, que tous les citoyens attendent à l'arrivée du nouveau millénaire est sans doute la prochaine **surprise du chef** qui sera naturellement présentée en exclusivité à l'occasion de la seconde mandature de l'actuel Président. A moins que, entre temps, après avoir intelligemment augmenté les taxations on nous les redescende psychologiquement au niveau où elles étaient auparavant (déjà à un niveau très haut), en nous faisant ainsi croire dans l'allégresse générale que la grande réforme fiscale est enfin arrivée.

Pour le reste on peut toujours espérer !

1996 - D. Reuter

22. LE BLANCHIMENT DES IDÉES

Sujet : Le comportement prédateur des institutions

Qui n'a pas déjà pris en flagrant délit de copiage son idée, son concept, sa proposition ou son projet communiqué candidement et naïvement lors d'un contact avec des personnels d'institutions locales, territoriales, consulaires, politiques, administratives voire ministérielles ? En ce domaine des idées, il est clair que les institutions souffrent d'un défaut chronique de sens marketing et d'innovation faisant que le rapport de créativité penche majoritairement en faveur des hommes du terrain. D'un autre côté, il est clair que le rapport de «transformabilité» des projets penche nettement en faveur des capacités financières et techniques des institutions établies. Aussi, la grande vogue actuelle en matière d'initiatives économiques ou de société est-elle dans l'«opportunisation» sélective, froide et sans scrupules des idées des autres, surtout lorsqu'ils sont de préférence «petits et anonymes».

Il s'agit là, en fait, d'un **véritable blanchiment** de la matière grise assorti d'une contrefaçon institutionnalisée dont les conséquences sont bien plus profondes que celles liées à la contrefaçon directe des produits par une concurrence indélicat. Combien de personnels d'institutions actuellement en poste piratent régulièrement les idées venues d'ailleurs (souvent apportées sur un plateau) en les adaptant, en les relookant ou en les déclinant à leur manière ? Dans ce type d'opérations devenues courantes, le gain apparent est évident. Aucune subvention n'est attribuée à l'extérieur, le travail technique de contrefaçon est non prouvable, l'institution se convainc elle-même de son efficacité interne avec un retour d'image qui est tout bénéfique pour les élus, les présidents et les cadres de ces mêmes institutions. Par ignorance, l'environnement témoin qu'il soit local, régional ou national, se satisfait pleinement de ces **initiatives piratées** sur le fond en ayant l'impression que beaucoup de choses intéressantes sont faites, justifiant ainsi d'une confiance indéfectible en ses institutions !

Ce blanchiment d'idées est une véritable catastrophe en matière de détérioration d'idéaux et de valeurs liées à l'honnêteté intellectuelle. Cette «nitratation» institutionnelle des idées et des projets à leur premier stade contribue fortement à assécher les potentiels, comme à couper les racines de la créativité et de l'innovation. A vouloir trop récupérer l'inventivité et le travail des «laboureurs d'idées», on en vient à laminer toute confiance en ces mêmes institutions et/ou dans le personnel politique qui en assume la légitimité.

Le sujet est d'autant plus grave que dans la plupart des cas, il s'agit d'une reprise partielle par altération des potentiels du départ sous la forme d'une présentation souvent rigide, étriquée et manquant d'âme. Une présentation qui privilégie de manière **bassement opportuniste** l'accessoire lumineux par rapport à un essentiel beaucoup plus mat d'attrait. Il est même de nature à entraîner, un jour ou l'autre, un vaste règlement de compte dans lequel les «affaires» financières ou d'abus de biens sociaux, vont se déplacer vers les «affaires» morales et de conduite personnelle dans le cadre d'un grand nettoyage collectif.

Pour éviter d'en arriver là, la solution est simple. Il suffit, en chaque chose, de **rendre à César** ce qui appartient à César. Quand un projet est d'inspiration extérieure, la première préoccupation comme la première règle d'honnêteté intellectuelle est d'en indiquer la source et/ou l'origine précise. Il devient donc particulièrement urgent de mettre en place des codes de déontologie au sein des institutions, de surveiller les comportements opportunistes de certains de ses cadres et, surtout, d'informer objectivement et systématiquement les médias quand un auteur ressent ainsi la spoliation de ses idées.

A quand des institutions matures et évoluées mettant en valeur puis accompagnant, **deux pas en arrière**, les projets des «petits» et des anonymes sans en prendre mépris ou inutile concurrence ? A quand une vaste opération ministérielle dans ce sens impliquant, sur le fond et dans la durée, l'émergence et la valorisation de ce patrimoine d'intelligence, sans toujours regarder du même côté des «grands habitués de la chose» souvent contrefacteurs eux-mêmes ?

A quand une loi préventive sur la contrefaçon intellectuelle et le blanchiment des idées complétant celle actuelle de la propriété intellectuelle ?

23. LETTRE OUVERTE À JACQUES CHIRAC, PRÉSIDENT DES FRANÇAIS

Sujet : Aberration française en matière de dynamique collective à l'emploi

Monsieur le Président,

C'est en tant que Président des Français et des institutions de la France que cette lettre ouverte vous est adressée. Citoyen actif, fondateur en 1992 du MARKETHON et de la Journée Nationale de la Recherche d'Emploi, je tiens à vous exprimer en mon nom personnel comme en celui de tous ceux qui oeuvrent anonymement dans le domaine de la solidarité à l'emploi, un mécontentement profond et sans complaisance sur la technocratie de nos institutions. S'il est vrai que le domaine social est complexe par nature et ne peut s'aborder sans entrevoir d'étroites relations avec le monde économique, politique, culturel ou syndical, il suppose néanmoins que s'élèvent fermement des voix du terrain sans crainte ni compromis. Nous constatons, en matière de dynamique à l'emploi, qu'il n'existe pas seulement une fracture ou un manque de confiance entre les citoyens et les institutions mais plus grave encore, l'émergence d'un défaut de crédibilité en provenance de certains technocrates censés représenter les intérêts de la cité. Aussi, permettez-moi d'envisager le problème à vous soumettre selon 4 angles : celui de la technocratie, du Markethon, des chiffres et des changements à apporter.

DE LA TECHNOCRATIE

En ce domaine, il est symptomatique de constater que si le sujet est aussi vaste que connu et maintes fois dénoncé par vous-même, il n'en demeure pas moins que nous assistons à une dangereuse et sourde accélération de l'omnipotence d'une technocratie devenue autarcique et régaliennne sur le principe. Cette situation qui n'est voulue par personne mais subie par tout le monde traduit parfaitement les incohérences de notre société. Elle favorise le développement d'une techno-administration devenue autant consommatrice de richesses vives produites par les autres, que contraignante à les collecter et à les taxer mais aussi aveugle et sourde à la souffrance des citoyens pris dans la complexité d'un monde économique implacable, qu'ordonnatrice vertueuse de règles et de références au simplisme causal souvent dépassé. De ce constat, où personne n'est plus véritablement responsable de rien mais où chacun s'approprie une fraction de pouvoir sur la cité, il en résulte par l'addition informelle de tous ces petits pouvoirs technocratiques mis bout à bout, un courant indomptable tel que personne ne puisse y échapper. En ce presque début du III^e millénaire, la machine techno-administrative dirige la conduite de l'Etat et du citoyen sans être vraiment dirigée elle-même, ce qui ne peut entraîner que des procédures dépersonnalisées aux conséquences inhumaines.

Pour les observateurs que nous sommes, le comportement du technocrate chargé des affaires de l'emploi qu'il soit au demeurant fonctionnaire, directeur d'agence Anpe, responsable de la DDTE ou de cabinet, élu, conseiller ou préfet, relève d'une aberration à la française. En effet, vu du côté du citoyen, des bénévoles et des praticiens de l'entreprise, il en ressort une véritable honte à assister à la virtualité gratuite des discours sur le chômage, sur l'exclusion ou les aides à l'embauche... Une honte à découvrir que ceux qui en parlent le plus sont souvent ceux que les pratiquent le moins ou jamais, ceux qui ont des salaires confortables, des positions bien assises, des postes protégés. L'aberration est telle que l'image de l'homme politique, de l'administration, des mesures proposées et des discours trop politiquement corrects, deviennent tous suspects dès leur prononcé et surtout non crédibles à l'oreille comme à l'esprit des citoyens et des actifs. Il apparaît urgent de réguler cet énième pouvoir à l'invisibilité subtile, aux décisions froidement imposées, protégées d'une non responsabilité pénale. Il est temps de pratiquer un audit de suffisance et de réaliser une purge exemplaire dans la technocratie française en tous ses échelons, à commencer par celle des institutions dédiées à l'emploi des jeunes et de tous. Pour ce faire, nous vous demandons de prendre l'engagement solennel d'engager une rénovation en profondeur de nos institutions en changeant les hommes de dossiers par de vrais professionnels mus, à la fois, par l'intérêt collectif (le vrai) et l'exigence d'une pratique opérationnelle. Pour se convaincre de cette urgente nécessité, il suffirait de mettre un N° Vert à la disposition des citoyens souhaitant parler des errements et des diktats de leurs institutions de proximité, puis d'en faciliter l'accessibilité et la lecture à tous, à l'instar d'une Haute Cour des Comptes... à rendre !

DU MARKETHON

Le Markethon ou Journée Nationale de la Recherche d'Emploi est un exemple particulièrement révélateur des effets nocifs et stériles de la technocratie française appliquée à la dynamique terrain. Cette opération nationale dédiée depuis 1992 à la recherche collective de solutions à l'emploi est exclusivement animée par des socioprofessionnels indépendants. Elle fait figure d'événement pionnier en France, comme à l'étranger, autant par sa capacité à mobiliser et à motiver des milliers d'hommes et de femmes Volontaires d'Emploi, que par ses principes d'organisation, ses résultats concrets et son ouverture solidaire à tous. Cependant depuis 5 ans nous constatons à l'opposé de cette dynamique forte, offensive et positive, la permanence d'une contre-dynamique puissante d'inertie, de fuite, de rejet et pire encore, de plagiat, de blanchiment d'idées ou d'appropriation des concepts par le fait des institutions de la République, des pouvoirs publics et autres institutions locales et régionales au gré de leur vanité du moment. Dans ce domaine particulièrement sensible de la recherche d'emploi qui est, à la fois, une porte d'entrée dans le monde social et une porte de sortie vers le monde de l'exclusion, l'alternative est simple : on réussit ou on ne réussit pas à y entrer.

Nombre d'institutions sensibilisées au problème ont choisi ces dernières années d'agir sous forme d'initiatives «propriétaires», de contrefaçons déclinées de méthodes existantes ou à partir de véritables innovations méritantes. La gravité du problème ne résulte pas des actions en elles-mêmes mais d'un esprit «protectionniste» chez chacun de ses opérateurs, favorisant ainsi globalement une propagation en ordre dispersé de leurs initiatives de nature à nuire à l'efficacité générale. Il est ainsi clair que l'atomisation des actions à l'emploi n'a de résultat qu'en fonction des moyens mis en oeuvre, c'est-à-dire un bilan assez ridicule et superficiel, castrateur d'une grande performance potentielle. Cela en devient même incohérent et fort coûteux pour l'Etat, l'entreprise et le citoyen. La logique institutionnelle actuelle est à l'envers de ce qu'il convient de faire. Elle a pour effet de réduire toute possibilité de créer une vaste onde de choc nationale capable de mobiliser, au même moment, les énergies de centaines de milliers de chômeurs face à des centaines de milliers d'entreprises, ce qui est la vocation première du Markethon à le permettre ainsi !

Que dire également des freins sournois rencontrés partout en France où se pose le Markethon par l'action de sape de quelques poignées de technocrates bien inspirés du Ministère du Travail, des DDTE, Anpe et autres réseaux du genre..., influençant par leurs avis déformés tout un ensemble de partenaires locaux possibles et de bonne volonté. En ce domaine de l'emploi, est-il normal que les services de l'Etat mandatés pour assister les citoyens propagent ainsi de fausses informations, se font complices de désinformation, de diffamation, de blocage d'information, voire usent de langage grossier par le fait de certains cadres d'agences à l'encontre de volontaires d'emploi et de bénévoles courtois, mobilisés à monter par eux-mêmes leurs initiatives de recherche d'emploi ? L'impression générale que nous retirons de cette très imparfaite dynamique institutionnelle est que l'emploi n'est pas du tout l'affaire de tous mais, au contraire, la chasse gardée de fonctionnaires et d'institutions s'appropriant le fait du roi, protégeant une rente de situation selon les principes d'une morale qui n'a rien à envier aux méthodes d'excommunication pratiquées au XIII^e siècle !

DES CHIFFRES

En ce qui nous concerne, Monsieur le Président des Français, nous soumettons à votre jugement les chiffres nationaux relevés auprès des principales institutions concernées par l'emploi de proximité. La clarté du bilan est sans ambiguïté et traduit parfaitement la «dérive sociale» des institutions entre ce qui est dit, proposé et réellement fait. Rappelons, à titre d'exemple, que la 5^e édition du Markethon a été réalisée cette année avec un simple budget de 150 000F (près de 23 000€) qui a permis la mise en place de 100 points de départ sur l'ensemble du territoire, mobilisé plus de 2 000 équipes motivées de Volontaires d'Emploi, favorisé la visite directe de plus de 20 000 établissements, collecté plus de 7 000 promesses d'emploi (dont 80% transformables sous 10 mois) et ce, uniquement sur une seule journée (3^{eme} jeudi du mois d'octobre). Le tout pour un coût financier de 30 F (4,50€) par Promesse d'Emploi. Un record mondial au lieu des 10 000 à 12 000 F. (1 800€) la promesse d'emploi via les méthodes institutionnelles !

Nous sommes donc en droit de nous demander ce que font exactement les DDTE et Anpe à se satisfaire publiquement de 15% réel (mais 35% officiel) dans le traitement des offres d'emploi avec des budgets chiffrables en milliards de francs, alors que le Markethon par ses méthodes dynamiques reposant essentiellement sur l'énergie et la solidarité des hommes peut permettre une collecte de près de 500 000 Promesses d'Emploi en quelques jours seulement, c'est-à-dire recouvrer efficacement les 70% d'offres non exploitées si tout le monde s'y met utilement !

Afin que vous disposiez d'un avis éclairé sur l'état réel d'implication de nos institutions (et sortir des croyances candides) sur l'aide technique apportée aux demandeurs d'emploi quand il n'y a aucun intérêt personnel ou obligation à le faire, nous vous indiquons des chiffres confirmés sur 3 années successives (1994 à 1996). Ils prouvent la non participation volontaire des pouvoirs publics aux opérations de dynamique collective à l'emploi tant prônées par vous-même en tant que Président des Français :

- . Anpe : <5% d'aide à la participation sur les relais locaux déjà implantés
- . DDTE-DRTE : <1% ou presque d'aide à la participation
- . Commissaires à l'emploi (le pompon) : <2% de réponses à nos seuls courriers sur l'ensemble du territoire national
- . Conseils Généraux : <3% des CG ayant apporté une petite subvention pour aider localement ou répondant positivement à l'opération
- . Conseils Régionaux : 1 CR sur 22 apportant concrètement une subvention
- . Grandes mairies : <1% de participation à l'opération
- . Petites mairies : Plus de 50 sur cette seule année

Ainsi de ce consternant état d'engagement à la française qu'en est-il, par exemple, du bilan des actions menées par les Commissaires à l'Emploi depuis juin 1995, date de votre souhait à les voir s'engager sur une obligation de résultat ? En version positive, ces chiffres prouvent tout de même qu'il existe une minorité de gens remarquables de courage dans nos institutions et administrations. A partir de ce bilan brut de société, nous pourrions également vous citer de nombreuses anecdotes liées à la sous-culture de l'emploi, comme celles liées au traitement sélectif de l'information par les médias nationaux. Nous pourrions y ajouter les opinions sans concession des demandeurs d'emploi eux-mêmes, ainsi que celles des nombreuses PME-PMI et TPE, tous confrontés au quotidien à l'aberration française de la non compétence et de la zéro crédibilité en matière de traitement offensif de l'emploi.

DU CHANGEMENT

Il est temps dans une société moderne d'éliminer le technocrate en chaque homme. Il devient urgent de faire en sorte que tous ceux censés représenter l'intérêt de la collectivité fassent d'abord leurs preuves sur le terrain social et économique du secteur privé, afin de pouvoir mesurer toute la difficulté et la relativité des actions menées. Il est temps que ces hommes d'influence puissent jauger et expérimenter leurs véritables capacités sur le terrain face à eux-mêmes (participer physiquement au Markethon) avant de pouvoir prétendre diriger, orienter, contrôler et juger la collectivité des autres. Dans le même temps, il devient nécessaire d'inverser le sens des priorités. Mettons rapidement des hommes frais, issus du terrain et disposant d'une large bande de réelles compétences à la direction de certaines de nos administrations et institutions. Nombreux sont les cadres chômeurs ou actifs de haute qualité capables de remplacer très vite la gent technocratique en place et prouver qu'avec les mêmes moyens, il est possible de faire beaucoup mieux.

Changer la technocratie dans l'administration tout en favorisant l'émergence d'un véritable management administratif à l'esprit opérationnel, offensif et vraiment solidaire, doit être l'un des principaux enjeux de la décennie à venir. Il n'est pas d'avenir fort et motivant sans rupture de pensée et de véritable rupture de pensée, sans l'action engagée d'hommes et de femmes fiables. Par ce simple courrier s'appuyant sur un exemple concret de dynamique sociale au coeur même de vos projets de réforme de société, nous souhaitons affirmer une évidence dominante : celle qui fait que dorénavant le véritable élitisme est forcément opérationnel. Une opérationnalité qui doit se rechercher à égalité auprès d'un vivier d'opérateurs capables d'une véritable maîtrise de la complexité du terrain, autant qu'auprès de ceux qui maîtrisent la conduite du pouvoir et de la connaissance. Selon cette logique, toute intermédiation de qualité ne peut être que d'une utilité amplificatrice favorable à tous. A l'inverse, toute intermédiation

institutionnelle non contrôlée, ou de non qualité, ne peut que réduire l'efficacité des uns et handicaper l'exercice des autres. Nous vous demandons, Monsieur le Président des Français, d'en tenir compte lors de vos prochaines interventions par un programme d'avenir ambitieux, volontariste et de haute définition, où le citoyen puisse reprendre véritablement sa place au centre de la Nation. Nous attendons en ce qui nous concerne, l'appui clair et impliqué du gouvernement, des ministères concernés et des pouvoirs publics, afin de nous aider à préparer comme il se doit la prochaine Journée Nationale de la Recherche d'Emploi prévue en Octobre 1997.

Il nous semble qu'avec une véritable ambition sociale tout cela peut s'ouvrir sur de riches et motivantes perspectives. En souhaitant recevoir une réponse motivante de votre part.

1996 - D. Reuter Fondateur du Markethon

Cette lettre ouverte n'a fait l'objet d'aucune réponse de l'Elysée ni d'aucune reprise à l'époque dans les médias sollicités : France2, France 3, TF1, Canal+, La 5, M6, LCI, RTL, Europe 1, Europe 2, RMC, NRJ, Radio Nostalgie, France Info, France Inter, Radio France, Afp, Reuter's, La Parisien, Libération, le Monde, France Soir, Le Figaro, L'express, L'Événement du Jeudi, Le Nouvel Observateur, La Croix, Pelerin magazine, Le Point, L'Expansion, JDD, Les Echos, La Tribune Desfossés, Valeurs actuelles, Canard enchaîné...